

Lien social au Maroc

Leçons tirées du programme d'études de l'IRES

Mohamed Tawfik MOULINE
Directeur Général de l'Institut Royal des Etudes Stratégiques

Conférence, organisée par le Comité International de l'Action Sociale

Rabat le 22 mai 2014

Introduction

Le Programme d'études « Lien social au Maroc » a été entamé par l'IRES en 2009 avec pour ambition d'interroger les zones majeures de transformation du lien social dans leur relation avec les processus transitionnels de la société marocaine ; de dresser une cartographie des espaces sociaux les plus touchés par l'affaiblissement du lien social ; de mieux appréhender les signes de relâchement constatés et surtout définir de nouveaux modes de régulation et de renforcement du « vivre ensemble », de comprendre l'évolution des relations entre les individus et entre ceux-ci et les institutions, et analyser ses impacts sur la cohésion sociale ; et de proposer des politiques publiques appropriées. Il a nécessité la mobilisation de plus de 120 intervenants, dont 50 universitaires, experts et 60 doctorants.

Notion diffuse, le lien social ne se prête pas aisément à une délimitation conceptuelle exhaustive. Il est à l'origine même de l'avènement de la sociologie et recouvre une série de questions clés pour le vivre-ensemble en rapport avec le "comment" de la cohabitation des sociétaires et le maintien de la cohésion sociale.

Ensemble de règles de conduite, de normes et de valeurs qui favorisent la cohésion sociale et politique, le lien social se construit là où les individus entrent en actions réciproques, s'établit entre des personnes qui partagent une histoire, une identité, un espace commun (national, régional ou local) et des valeurs communes. Le lien social suppose l'existence de liens de confiance et de solidarité entre les membres de la société. Le restaurer et le consolider est l'une des missions fondamentales de l'Etat.

Connaître l'état du lien social d'une manière précise est un enjeu stratégique eu égard aux difficultés palpables qui affectent le vivre-ensemble, sous l'effet des évolutions politiques, économiques, sociales et culturelles, nationales et internationales. Or, comprendre et espérer agir sur son évolution en vue de sa consolidation, requière un travail de questionnement profond.

I. Le Programme d'études Lien social au Maroc

Le programme d'étude a été mené en trois temps : une phase qualitative, une phase quantitative et des compléments d'enquêtes. Sa réalisation s'est traduite par l'élaboration de 24 rapports, l'organisation d'une quarantaine de séminaires et a nécessité la mobilisation de plus de 120 intervenants dont 28 chercheurs associés et 60 enquêteurs, pour la plupart des doctorants.

1.1. La phase qualitative

Durant la phase qualitative, un premier diagnostic de l'état du lien social a été réalisé à travers l'examen thématique de questions relatives aux rôles d'agents centraux dans l'évolution de la société marocaine : famille, femmes, jeunes, intellectuels, acteurs politiques, médiatiques, religieux... De même, ont été étudiés des phénomènes représentant un sérieux défi pour la cohésion sociale et la stabilité politique : corruption, inégalités sociales et spatiales, mouvements sociaux, crispations identitaires et religieuses, confiance/déconfiance envers les institutions. De même, des séminaires ont été organisés en présence de spécialistes et de responsables publics et d'acteurs associatifs.

L'état de la recherche nationale et internationale, les études thématiques réalisées et les journées d'étude organisées ont mis en exergue plusieurs constats sur l'état du lien social au Maroc aujourd'hui. Il en ressort que ce lien se trouve fragilisé par le recul des solidarités familiales, les effets de la corruption et de certaines pathologies sociales, la décrue de la confiance envers certaines institutions, les inégalités et leurs risques sous-jacents pour la cohésion sociale, les tensions identitaires, les crispations religieuses...

Globalement, la phase qualitative du programme d'études a montré que les risques de délitement du lien social sont réels, mais en même temps que les opportunités de retissage de ces liens et les chances de leur reconstruction, dans la perspective d'une cohésion sociopolitique mieux assurée, existent bel et bien, notamment si l'Etat opère un approfondissement des réformes déjà entamées et s'il initie une nouvelle génération de réformes.

1.2. La phase quantitative

Elle a vu la réalisation d'une enquête nationale sur le lien social au Maroc. Son administration a nécessité plus de 18 mois de travail. Son questionnaire, qui comportait 345 questions dont 84 principales et 261 subsidiaires, comprenait des questions non élucidées au cours de la phase qualitative. Les principaux résultats et conclusions tirées de l'Enquête seront présentés ci-dessous en deuxième partie de cette étude.

1.3. Les compléments d'enquête

Quatre compléments d'enquête ont été réalisés qui ont porté respectivement sur : Le phénomène chiite au Maroc ; Confiance, politiques publiques et demandes sociales ; les aspects culturels de la régionalisation ; et l'opérationnalisation de la Constitution et ses impacts potentiels sur la gouvernance des politiques publiques.

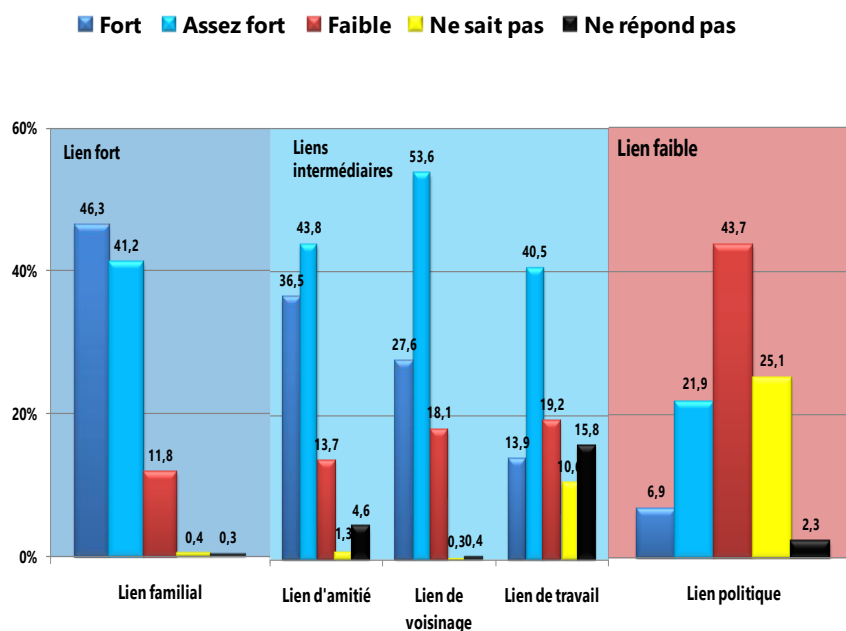
II. Les principaux résultats de l'Enquête Nationale sur le Lien Social au Maroc

L'enquête a permis de recueillir une masse très importante d'informations utiles pour la connaissance de la société marocaine et l'élaboration de politiques publiques, en mesure de renforcer le lien social.

2.1. Les différents liens

Le lien familial est le lien le plus fort au Maroc. Une écrasante majorité des personnes interrogées estime que ce lien est fort ou assez fort. Les liens d'amitié, de voisinage et de travail sont des liens d'intensité moyenne. Le lien politique arrive loin derrière, jugé faible par presque la moitié des personnes interrogées, tandis que le quart a répondu ne pas savoir.

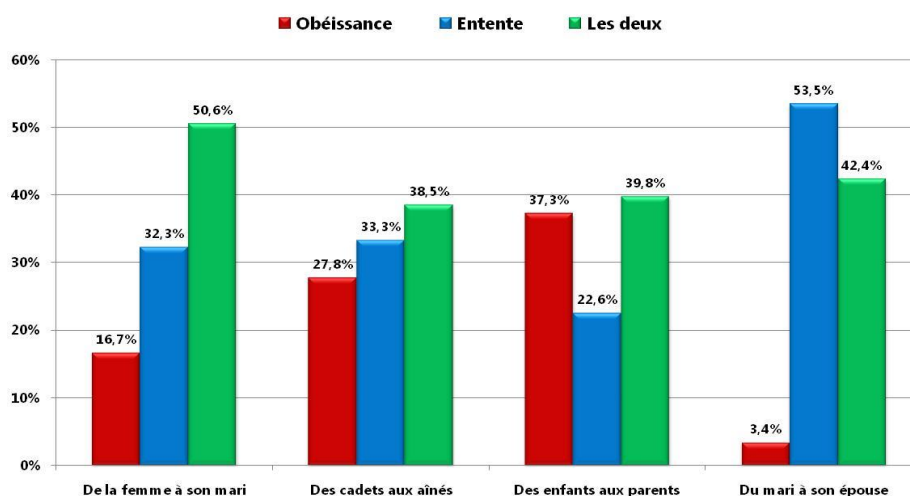
Lequel de ces liens sociaux trouvez-vous faibles, moyens ou forts ?



2.1.1. Le lien familial : lien le plus fort

Lien le plus fort, le lien familial constitue une valeur-refuge et domine tous les autres liens. Concomitamment, cette domination se fait sous une baisse tendancielle des liens endogamiques et un glissement net de l'obéissance vers l'entente et la concertation au sein de la famille. Toutes les relations intrafamiliales sont régulées par un mélange d'obéissance et d'entente, mais avec une nette domination de cette dernière.

Pensez-vous que les relations suivantes doivent être marquées par l'obéissance ou l'entente ?

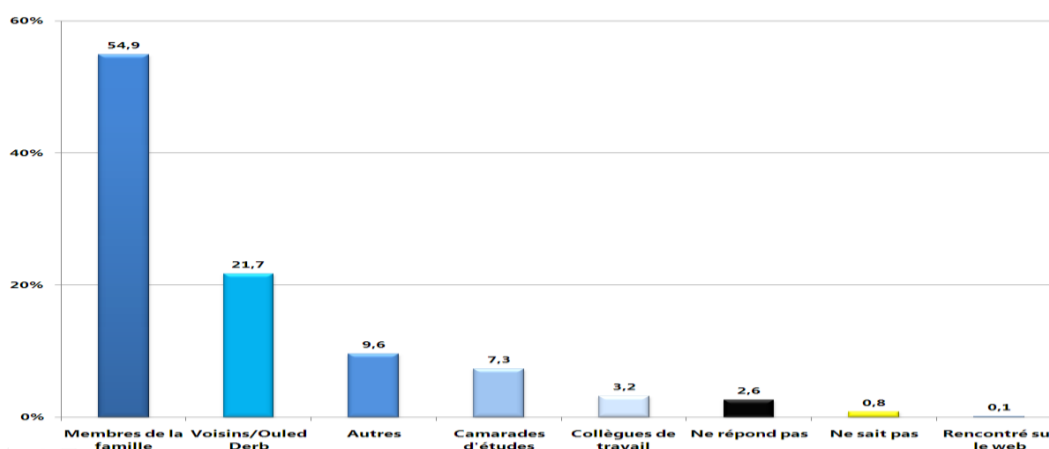


Dans les rapports entre conjoints, un peu moins d'un cinquième des personnes interrogées pense que l'égalité fragiliserait le lien familial. Dans les rapports parents-enfants, presque toutes les personnes interrogées pensent que le dialogue renforcerait le lien familial.

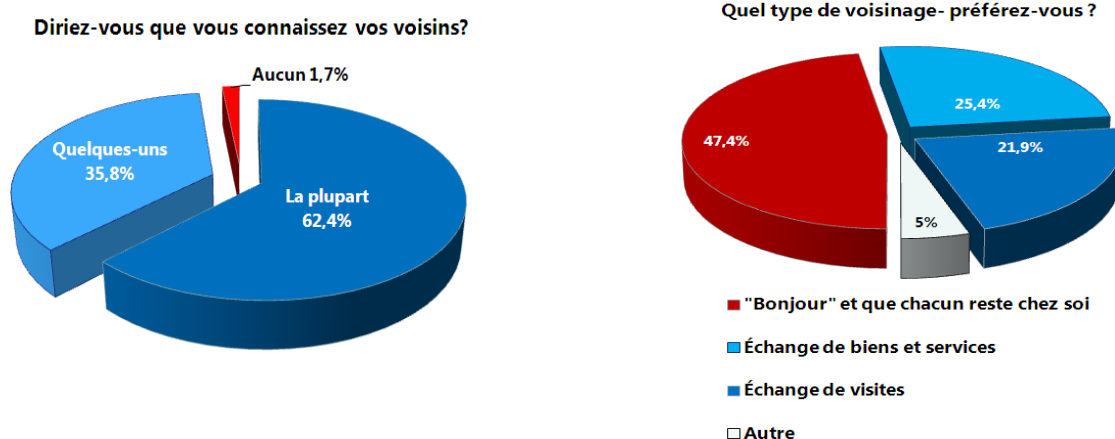
2.1.2. Les liens moyens : amitié, voisinage, travail

Lien d'amitié : Pour plus de 50% des personnes interrogées, les meilleurs amis sont des membres de la famille, suivis de loin par les voisins. Les camarades d'études et les collègues de travail représentent une part faible d'amis. En moyenne, les personnes interrogées disent avoir en moyenne 2 à 3 vrais amis, mais plus du quart n'ont pas d'amis.

Vos meilleur(e)s ami(e)s sont plutôt...

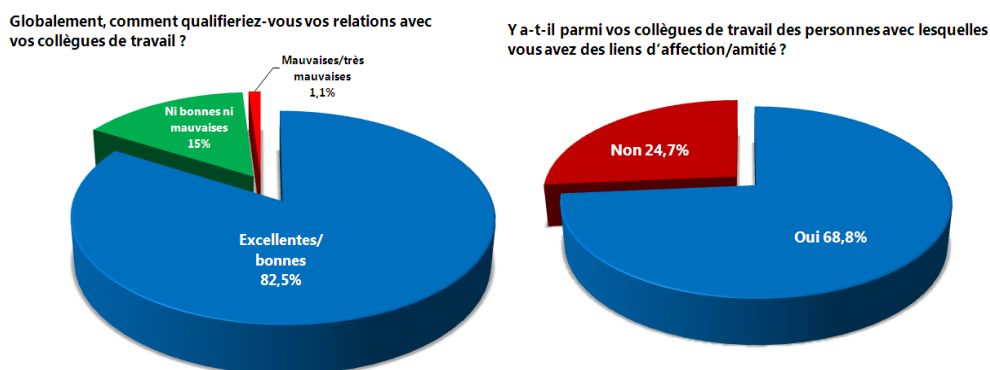


Lien de voisinage : La majorité des personnes interrogées déclare connaître la plupart de leurs voisins. Toutefois, les relations de voisinage demeurent distantes pour près de la moitié d'entre elles. Si la majorité des personnes interrogées affirme entretenir de bonnes relations avec leurs voisins, moins d'un tiers déclare accorder une confiance forte aux voisins.



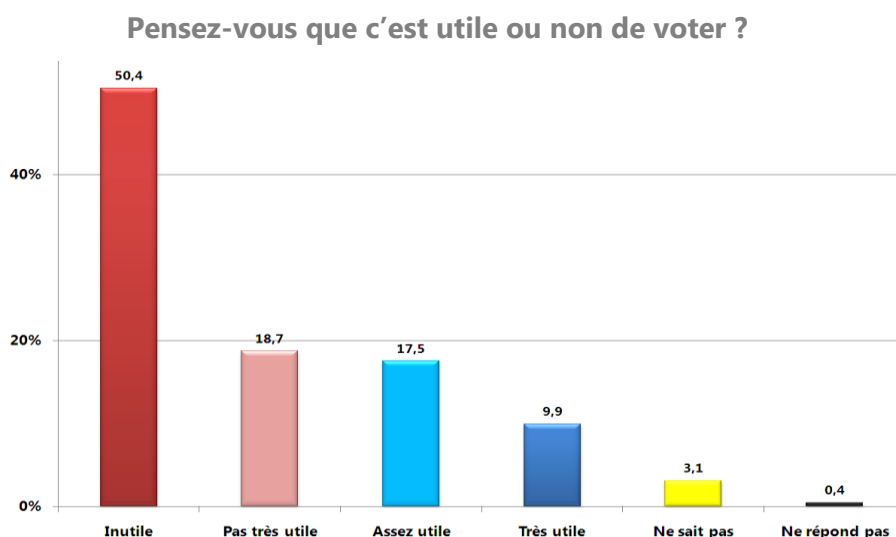
Plus la personne est instruite, plus elle préfère maintenir une certaine distance avec ses voisins. La confiance accordée aux voisins baisse à mesure que le niveau d'éducation de la personne interrogée augmente.

Lien de travail : Les relations de travail sont excellentes ou bonnes pour la majorité des personnes interrogées, lesquelles sont également majoritaires à déclarer nouer des liens d'amitié avec leurs collègues. Toutefois, elles sont relativement peu nombreuses à se rencontrer en dehors des lieux du travail et encore moins à inviter les collègues chez elles. Bien que qualifiées de « excellentes », 50% n'invitent jamais ou rarement leurs collègues de travail chez eux.



2.1.3. Le lien politique et le lien civique : liens les plus faibles

Pour la majorité des personnes interrogées, le vote est inutile ou peu utile. La propension des personnes interrogées à répondre qu'il est très utile de voter augmente avec le niveau d'éducation reçue. Les jeunes interrogés sont légèrement plus nombreux que les moins jeunes à répondre qu'il est très utile de voter.



Plus de 40% des personnes interrogées affirment n'avoir voté ni aux législatives de 2007 ni aux communales de 2009. Plus le niveau d'éducation augmente, moins les personnes interrogées sont nombreuses à affirmer avoir voté aux élections législatives de 2007 et aux communales de 2009. Il convient de signaler ici le paradoxe qui se dégage à la lecture croisée des réponses à la question générale relative à l'utilité ou non de voter, d'une part, et celle qui concerne la cas précis de la participation, ou non, aux élections de 2009 et de 2011, d'autre part.

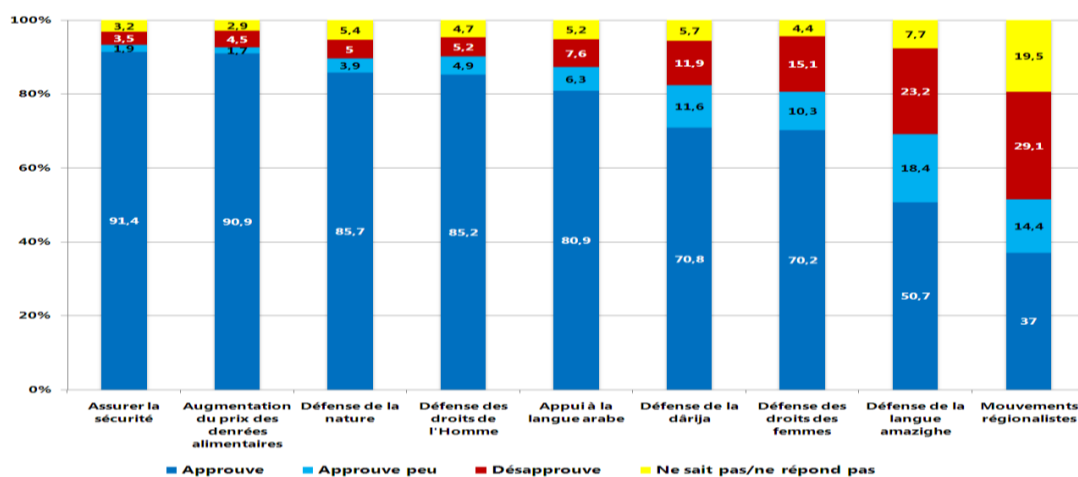
2.2. Protestation, mouvements sociaux et défense des droits

2.2.1. Perception positive des mouvements sociaux organisés et pacifiques

Les actions de protestation civique sont approuvées par la majorité des personnes interrogées. Celles-ci placent en tête les actes de protestation relatifs aux conditions sécuritaires et matérielles. Viennent ensuite les actes de protestations relatifs à la défense de la nature et ceux en rapport avec les droits civils et politiques (droits de l'Homme, défense des femmes). Les mouvements régionalistes recueillent les taux d'approbation les plus faibles de la part des personnes interrogées.

Si les personnes interrogées sont, en général, favorables à plusieurs mouvements de contestation, le passage à l'acte à travers l'engagement dans des activités telles que les campagnes de collecte de signatures, les meetings politiques, les manifestations... demeure largement minoritaire. Les jeunes interrogés sont, sans surprise, sensiblement plus enclins à prendre part à des manifestations que les moins jeunes. Une écrasante majorité des personnes interrogées déclare n'être engagée dans aucune association.

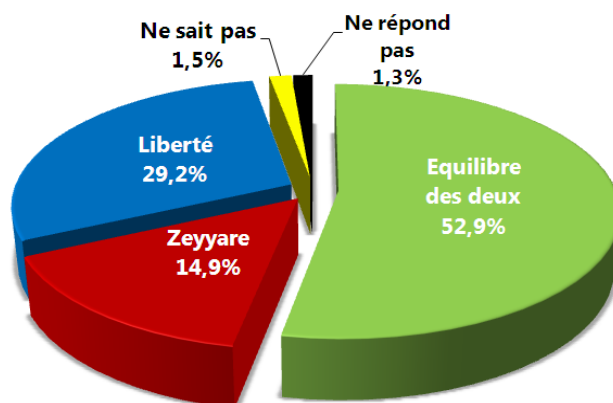
Approuvez-vous les contestations suivantes ?



2.2.2. Droits et libertés : entre liberté et autoritarisme

La majorité des personnes interrogées répond que le vivre-ensemble en paix et en sécurité serait facilité par un équilibre entre la liberté et le « zeyyare ».

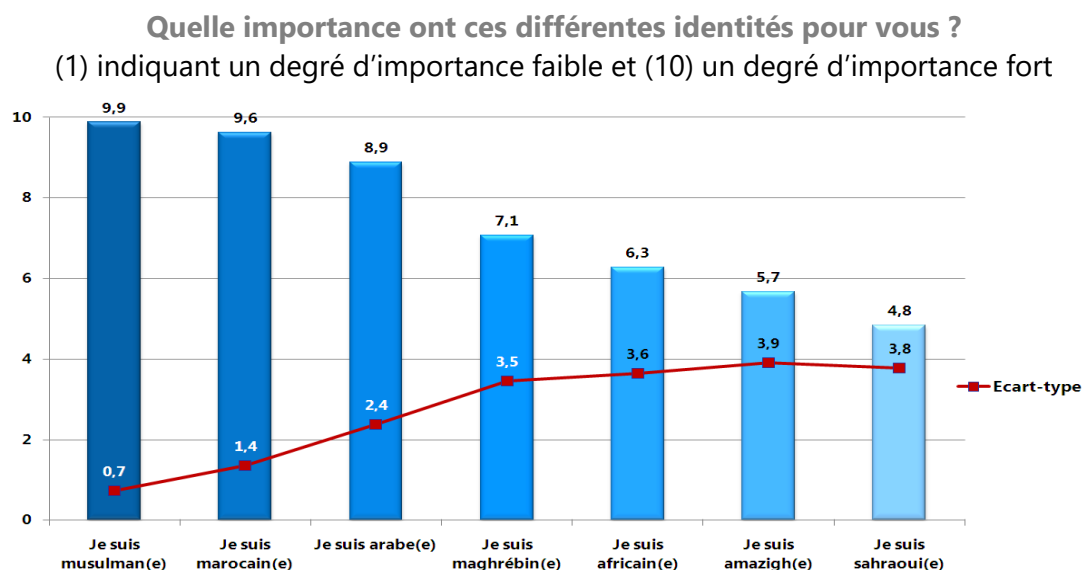
Pour pouvoir vivre ensemble au Maroc en paix et en sécurité, faut-il de la liberté ou du "Zeyyare"?



2.3. Les socles de la vie collective

2.3.1. Un attachement fort à l'Islam et à la patrie

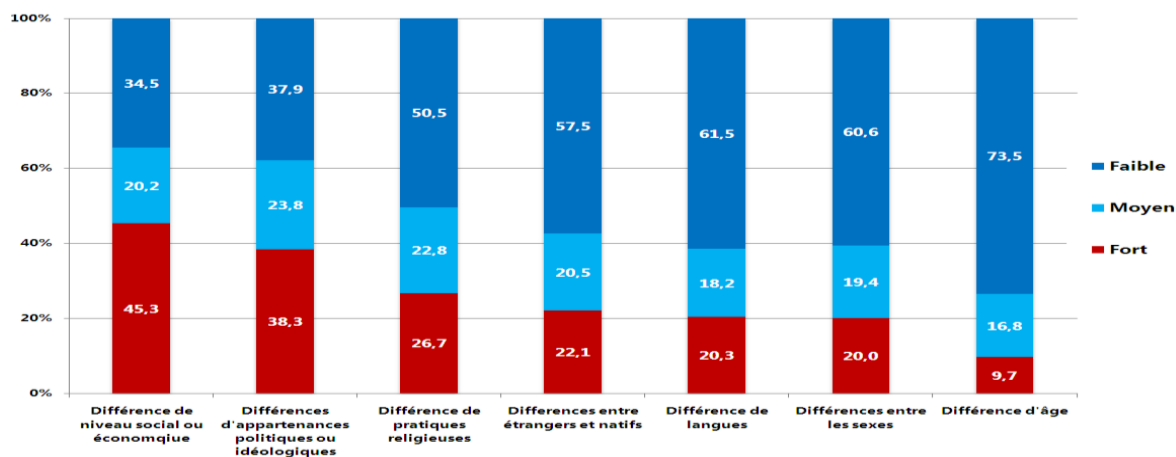
Les personnes interrogées se définissent en premier comme étant musulmanes, puis marocaines. Elles sont nettement plus attachées au douar et à la tribu qu'aux éléments plus modernes de l'Etat-nation (ville, province, région, commune). Les identités amazighe et sahraouie sont parmi les moins fortes.



2.3.2. Différences d'appartenances et vie collective

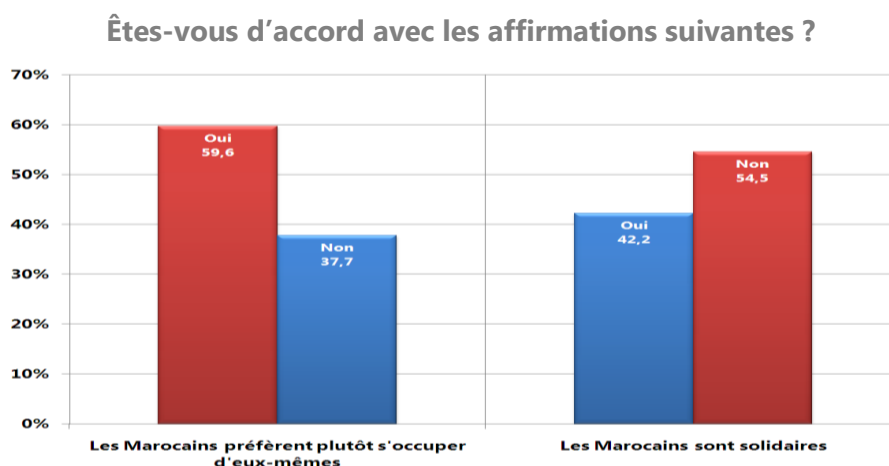
Les différences liées au niveau économique et social sont perçues comme étant les plus inquiétantes pour le vivre-ensemble. Arrivent ensuite les différences d'appartenance politique ou idéologique. Les différences de pratiques religieuses sont, dans l'ensemble, mieux admises.

Quelles sont les différences les plus susceptibles de causer des problèmes dans votre quartier ou voisinage ?



2.3.3. Solidarité et entraide : des valeurs en évolution

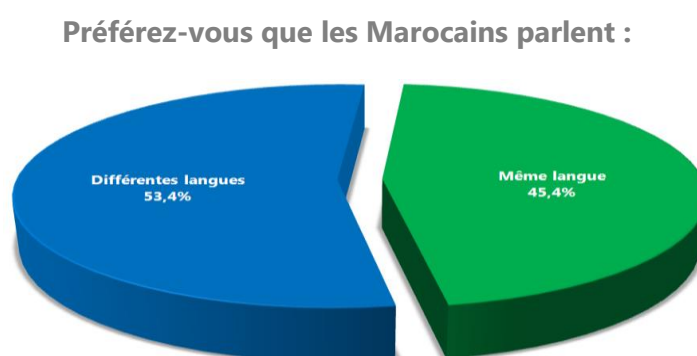
La solidarité est en majorité tournée vers la famille (les parents). La solidarité envers les amis et les voisins vient très loin derrière. Quant aux actes de solidarité vis-à-vis des associations caritatives, ils sont peu fréquents. A plus de 50% les Marocains sont estimés individualistes et non solidaires.



Les citoyens sont nettement plus nombreux que les ruraux à penser que les Marocains ne sont pas solidaires, mais individualistes. Les personnes interrogées vivant en milieu rural ont, dans l'ensemble, une vision moins négative que les citoyens sur l'évolution de la solidarité en ville.

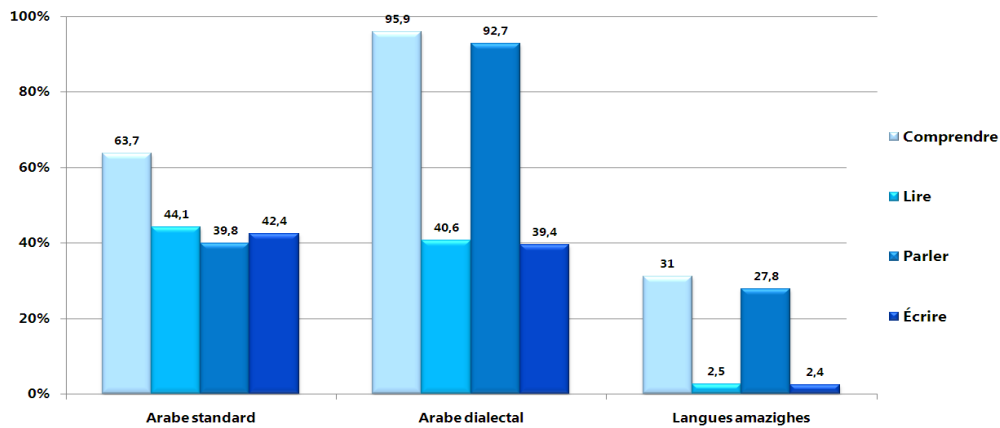
2.3.4. La question linguistique

La majorité des personnes interrogées affirme que les Marocains devraient parler plusieurs langues. Une forte minorité pense le contraire.



La « *dârija* » est la langue que les personnes interrogées maîtrisent le mieux tant au niveau de la compréhension que de l'élocution. L'arabe classique vient en second avec un niveau de compréhension relativement élevé mais des niveaux de lecture, d'écriture et d'élocution nettement plus faibles. Les langues amazighes sont, en moyenne, comprises et parlées par un tiers des personnes interrogées.

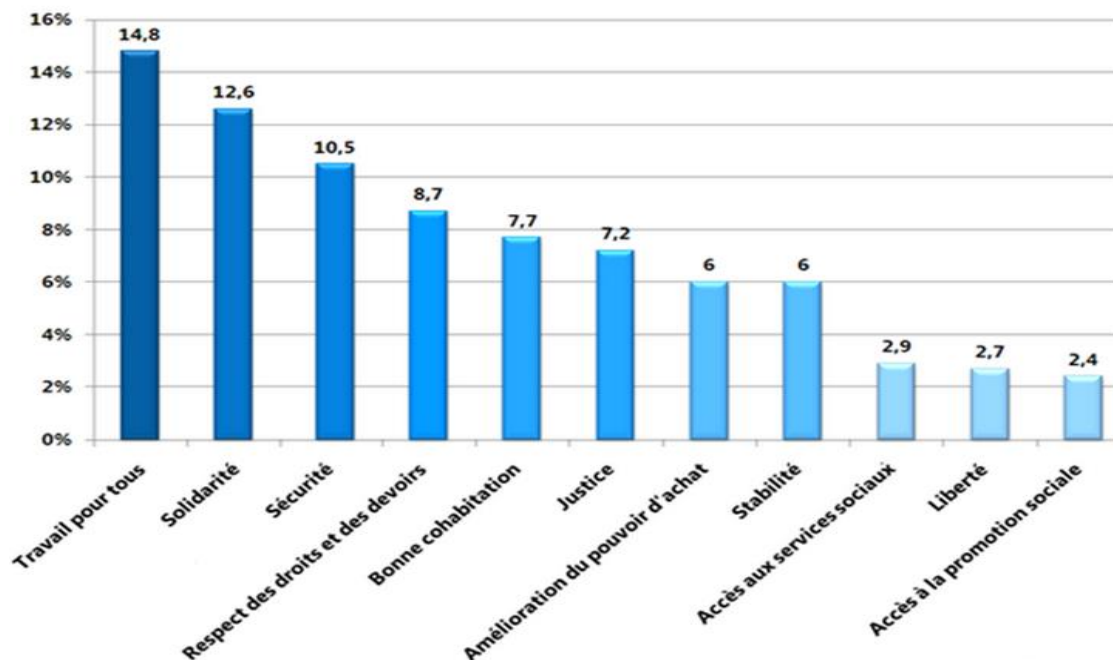
Parmi les langues suivantes, quelle est celle que vous pouvez... ?



2.4. Les principaux fondements et obstacles à un vivre-ensemble harmonieux

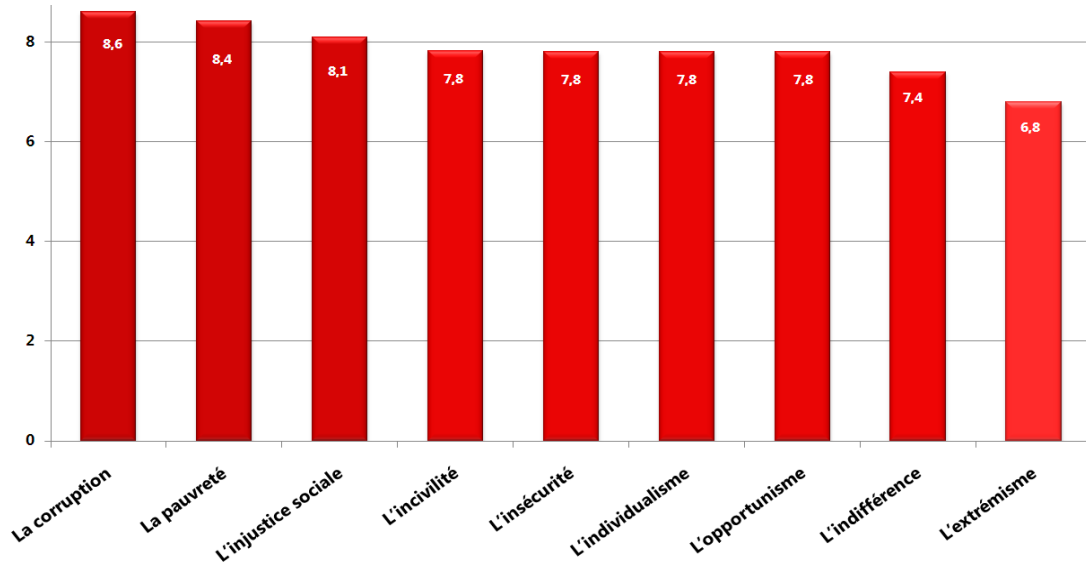
Les aspects les plus importants pour un vivre-ensemble pacifié sont d'abord le travail pour tous, la solidarité entre les Marocains et l'obéissance à Dieu. De nombreux obstacles à un vivre-ensemble pacifié ont été identifiés, la corruption, la pauvreté et l'injustice sociale arrivant en tête.

Qu'est-ce qui est le plus important pour vivre ensemble en paix



Parmi les problèmes suivants, qu'est-ce qui vous préoccupe le plus pour vivre en paix avec les autres ?

(1) signifie que c'est peu préoccupant, (10) signifie que c'est très préoccupant



La majorité des personnes interrogées perçoit les tribunaux, les administrations publiques et les communes comme étant corrompus. Un peu moins de la moitié en pense de même pour ce qui est du gouvernement et de l'administration fiscale. Par ailleurs, la propension des personnes interrogées à répondre ne pas savoir si une institution est corrompue est forte. Les deux tiers des personnes interrogées pensent que la police et la gendarmerie sont très touchées par la corruption. L'armée est l'une des institutions régaliennes dont la perception de corruption est la plus faible.

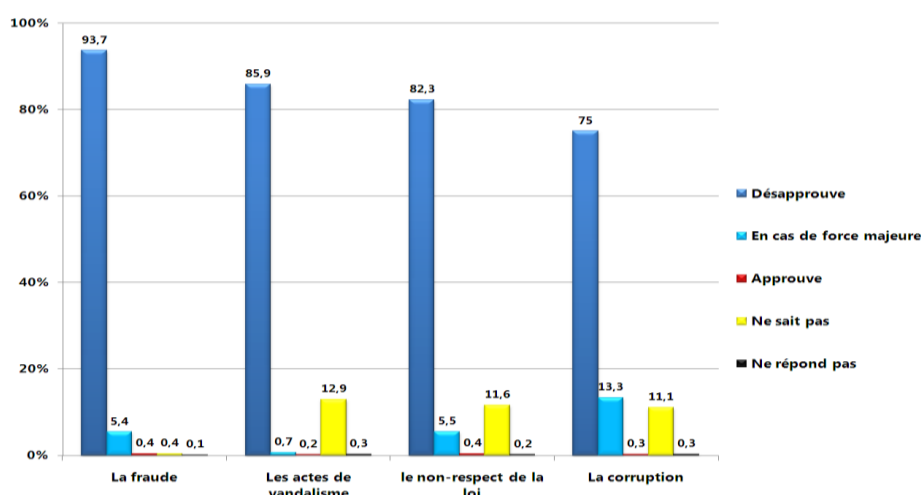
Concernant les institutions ancillaires, un peu moins de la moitié des personnes interrogées les juge très corrompues, contre environ un quart pour les syndicats. Mais là encore, une grande partie des personnes interrogées affirme ne pas savoir. L'école et les associations caritatives sont perçues comme étant les moins touchées par la corruption.

2.5. Les conséquences sur le vivre-ensemble

2.5.1. La persistance d'une société d'octroi de faveurs et d'influence

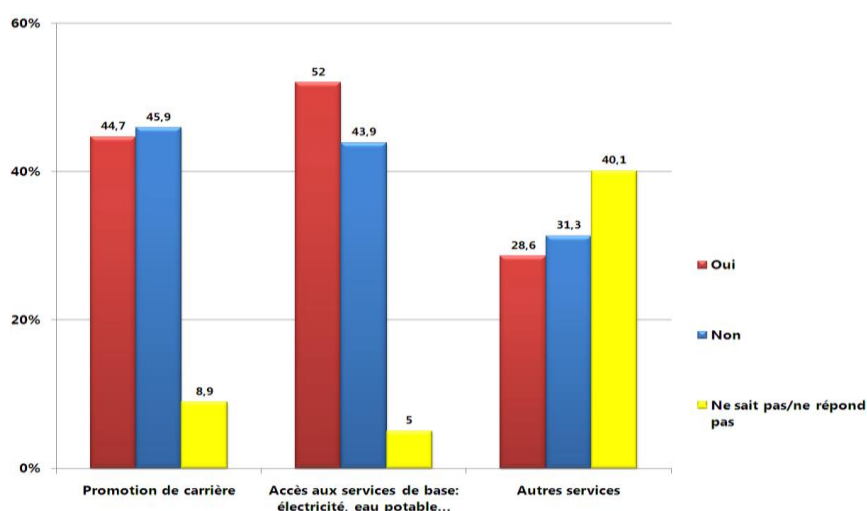
L'écrasante majorité des personnes interrogées désapprouve les comportements de fraude, les actes de vandalisme et le non-respect de la loi. La corruption, même si elle est désapprouvée par les trois quarts des personnes interrogées, est le comportement déviant recevant le taux de désapprobation le moins élevé.

Approuvez-vous ou désapprouvez-vous les comportements suivants ?



Les avis sur le recours au « piston » sont partagés. Toutefois, le type de piston le plus justifiable, aux yeux des personnes interrogées, est celui qui faciliterait l'accès aux services de base. La majorité des ruraux interrogés justifie le recours au piston pour obtenir l'accès aux services de base, bien plus que les citadins.

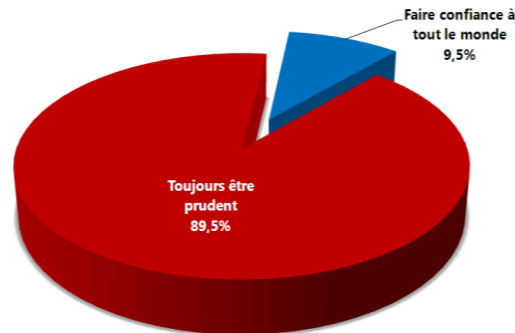
Le « piston » est-il justifié dans les domaines suivants ?



2.5.2. Etat de la confiance interpersonnelle

L'écrasante majorité des personnes interrogées préfère être prudente avec les gens plutôt que de faire confiance à tout le monde. Parmi les personnes interrogées, l'appartenance à la même famille constitue le premier facteur de renforcement de la confiance interpersonnelle. L'amitié est un facteur moyen de renforcement de la confiance interpersonnelle, tandis que le lien de voisinage en est un facteur faible.

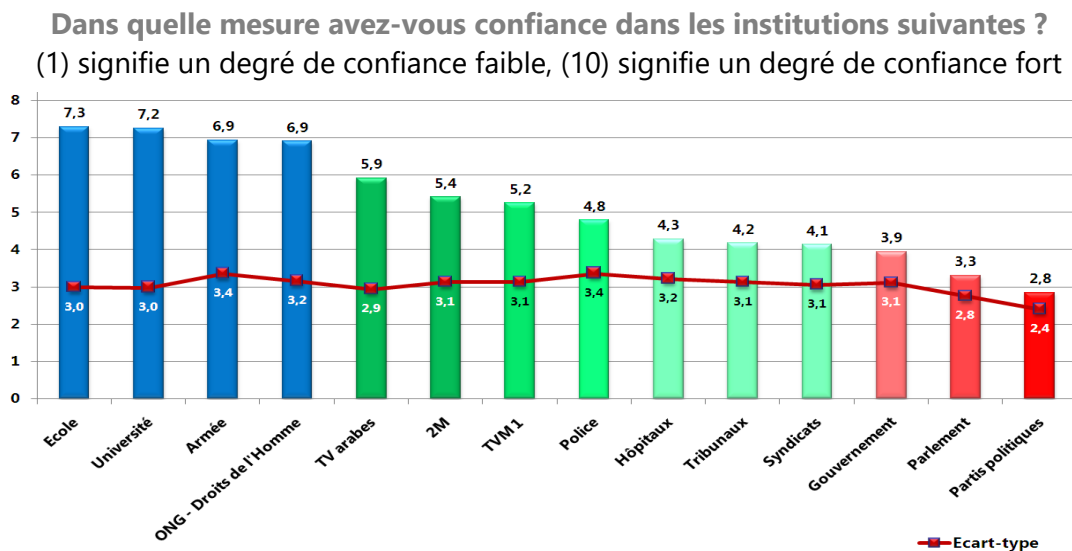
D'une manière générale, pensez-vous qu'on peut faire confiance à la plupart des gens ou qu'il faudrait toujours être prudent ?



Plus on s'éloigne du cercle familial, plus le niveau de confiance accordé baisse. Les personnes interrogées accordent donc une confiance relativement forte à leurs amis, suivis des voisins, des collègues de travail et des Marocains qui, dans l'ensemble, font l'objet d'un niveau de confiance moyen. Les citoyens de la ville/douar et de la commune sont ceux à qui l'on fait le moins confiance.

2.5.3. Etat de la confiance institutionnelle

L'école, l'université et l'armée jouissent d'une confiance relativement forte de la part des personnes interrogées. La police, les hôpitaux, les tribunaux et les syndicats reçoivent un niveau de confiance moyen, alors qu'une confiance faible est accordée au gouvernement, au parlement et aux partis politiques.



Le niveau de confiance institutionnelle est faible, quel que soit le milieu d'habitat. Toutefois, la défiance est plus forte chez les citadins que chez les ruraux. C'est vis-à-vis de l'école, de l'université et des hôpitaux qu'on trouve les plus importantes différences de niveau de confiance urbains et ruraux ; les ruraux accordant une confiance sensiblement plus forte à ces institutions que les citadins.

Conclusion

Les principales leçons tirées du Programme d'études sur le Lien social au Maroc, peuvent être formulées comme suit :

- Les différents liens sociaux sont d'intensités différenciées. Ainsi, le lien familial continue d'être une valeur-refuge pour l'individu. Cependant, les transformations rapides de son système de valeurs ne manquent pas de fragiliser les relations en son sein et, d'une manière générale, le lien social et le vivre ensemble.
- La confiance tant interpersonnelle qu'envers les institutions est faible en général. Or, l'état de la valeur confiance est symptomatique de la force ou de la faiblesse d'un système sociétal et de sa force de résilience.
- Si la pauvreté a reculé au Maroc depuis l'Indépendance, les inégalités sociales s'accroissent au point de représenter un risque réel pour la cohésion sociale et la stabilité politique.
- Le sentiment d'appartenance nationale chez les Marocains reste fort. Toutefois, le caractère mitigé de certains référents de l'identité collective (question linguistique, politisation de la religion...) est source de crispations identitaires, culturelles et religieuses.
- Traditionnellement modéré et vecteur du lien social, l'Islam sunnite marocain est soumis, aujourd'hui, à des défis découlant du radicalisme de mouvements religieux fondamentalistes et de l'internationalisation de l'offre religieuse. La politique de maîtrise du champ religieux devrait être poursuivie pour faire face, entre autres, à une vision crispante et totalitaire de la religion, véhiculée par certains courants islamistes sectaires et mondialisés.
- Une proportion préoccupante des relations interindividuelles ainsi que celles liant les citoyens à l'Etat se nouent en marge des lois. Cette situation mérite d'être palliée, pour ne pas mettre en danger la sécurité de l'Etat, ou affaiblir les efforts de développement économique et social.
- La protestation a changé de formes et de slogans. Structurés et encadrés, aux motivations principalement sociales et aux slogans « sectoriels » (pour l'intégration au marché de l'emploi, contre la cherté de la vie, pour le désenclavement spatial...), les mouvements sociaux sont le reflet d'une modernisation de la protestation, indiquant une certaine normalité démocratique. Cependant, le risque de radicalisation des mouvements sociaux de protestation n'est pas négligeable.

- L'augmentation des manifestations d'incivisme dans les espaces publics, sur les routes et dans les espaces communautaires, comme les copropriétés, se traduit souvent par le non-respect des lois, des biens publics et des biens d'autrui et par l'atteinte aux droits des personnes et à leur intégrité physique et morale.
- La crise de l'intermédiation sociale et politique constitue l'une des manifestations de fragilisation du lien social. Elle se nourrit des diverses manifestations de défiance. Au plan politique, la crise des anciennes relations notabiliaires et des cadres traditionnels d'intermédiation, conjuguée à la dispersion du champ politique et au désœuvrement d'une jeunesse urbaine quasi apolitique, en sont les symptômes non exclusifs. Dans l'un et l'autre cas, l'émergence de la société civile et le rôle de plus en plus croissant des médias n'arrivent pas à remédier à la crise de l'intermédiation.

Partant de ces constats et des résultats généraux du Programme d'études sur le Lien social au Maroc, des propositions ont été formulées. Le renforcement du lien social nécessiterait, en effet, la mise en œuvre de politiques publiques transversales, intégrées et audacieuses en harmonie avec les dispositions, avant-gardistes à bien des égards, de la nouvelle Constitution de 2011 et dont les têtes de chapitres seraient respectivement :

- le passage d'une société de liens à une société de droits, ce qui nécessiterait : le renforcement du règne du droit ; le renforcement de l'institutionnalisation des rapports Etat-citoyens ; la consolidation de l'intermédiation et de la démocratie participative ; l'intensification de la lutte contre la corruption ; et la généralisation de la reddition de comptes.
- la mise en œuvre d'une politique transversale et intégrée de solidarité économique, sociale, spatiale et générationnelle, ce qui nécessiterait : la lutte contre les inégalités sociales et spatiales ; la mise en place d'une politique agissante de la famille ; le renforcement des solidarités institutionnelles, en parallèle avec la consolidation des solidarités traditionnelles ; la mise en œuvre d'une politique de la ville ; l'élaboration d'une politique publique à destination des jeunes ; et la cohérence et la proximité des politiques publiques.
- la mise en œuvre d'une nouvelle politique de l'identité, ce qui nécessiterait : l'opérationnalisation du bilinguisme officiel ; la consolidation des acquis de la réforme du champ religieux, la mise en œuvre d'une politique de la diversité culturelle ; la mise en place d'une stratégie de communication et d'information en faveur de la nouvelle génération de réformes ; et le développement d'une politique de la recherche en sciences humaines et sociales pour une meilleure connaissance des réalités de la société marocaine.